



NE LAISSONS PAS BERCY DÉCIDER À NOTRE PLACE

APRÈS LE 14,

EN AG DÉCIDONS ENSEMBLE DE LA POURSUITE DE L'ACTION !

Le 14 novembre à Bercy, nous, agents de la DGFIP, avec nos organisations syndicales, accompagnés d'élus de la république nationaux et locaux, des représentants des confédérations syndicales, des douaniers, des collègues de la répression des fraudes, allons faire entendre notre voix et exiger l'abandon du nouveau réseau de proximité et des réformes en cours.

Nous, agents de la DGFIP, accueillons et renseignons les contribuables et usagers, établissons, contrôlons et recouvrons l'impôt et les taxes locales ; Nous luttons contre la fraude fiscale, gérons la comptabilité de l'État et des collectivités locales, contrôlons les dépenses publiques, accompagnons les collectivités locales ; Nous réalisons et maintenons le plan cadastral, tenons le fichier immobilier, procédons à l'enregistrement des actes ; nous gérons le domaine et l'immobilier de l'État, participons à l'élaboration de la loi fiscale ; nous développons, qualifions, exploitons et maintenons de nombreuses applications informatiques ; Nous procédons aux actes de gestion des personnels.

Nous exerçons toutes ces missions des Finances Publiques, dans le respect de la loi votée par le parlement, en toute indépendance et en toute neutralité, au service de l'intérêt général et des personnels de la DGFIP.

Nous avons voix au chapitre ! Nous connaissons nos missions, les besoins et les attentes des citoyens en termes de service public de proximité et de qualité.

En tant qu'agents des finances publiques, usagers citoyens des services publics, nous avons des droits.

NE LAISSONS PAS les pouvoirs publics parler et décider à notre place !

Nous sommes des fonctionnaires neutres et indépendants des pouvoirs politiques.

NE LAISSONS PAS un ministre de passage casser le service public de la DGFIP pour faire croire qu'il s'est attaqué à la prétendue forteresse de Bercy... Alors qu'il ne s'attaque qu'à ceux qui exercent les missions de service public.

NE LAISSONS PAS un gouvernement de passage, détruire le bien commun que sont les services publics pour libérer le « chacun pour soi ».

Depuis des mois, nous concrétisons notre colère, nos désaccords et nos revendications dans les actions menées partout sur le territoire. Le 14 novembre, unis et déterminés, nous le concrétisons ensemble à la manifestation nationale et devant Bercy.

**NE LÂCHONS RIEN, APRÈS LE 14,
CONTINUONS À NOUS RASSEMBLER, À DISCUTER ET
À DÉCIDER LA POURSUITE DES MOBILISATIONS
JUSQU'À L'ABANDON DU PLAN DARMANIN !**

